

Éditorial : La nouvelle trame : le chant du cygne de la croissance ?

vendredi 23 mai 2014, par Jean Tosti, Jean-Marie Harribey

On se souvient que l'ancien président français Nicolas Sarkozy entendait aller « chercher la croissance avec les dents ». Le nouveau, François Hollande, est, quant à lui, contraint de voir cette croissance traîner les pieds. Il a beau s'agiter, réciter le même mantra, rien n'y fait. Il faut dire que les politiques d'austérité mises en œuvre, en France et dans toute l'Europe, en interdisent la reprise. Mais, au-delà de l'effet désastreux de ces politiques, il faut bien voir que la croissance économique forte ne reviendra plus, en tout cas sur de longues périodes, dans les pays anciennement industrialisés, pour des raisons qui tiennent à la fois à l'essoufflement des gains de productivité du travail et à la raréfaction de beaucoup de ressources naturelles. La crise systémique du capitalisme mondialisé se niche dans la conjonction de ces deux limites à l'accumulation infinie. Dans le même temps, les premiers éléments publiés du cinquième rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) confirment le risque de réchauffement de la planète dans des proportions non maîtrisables.

Le troisième numéro de la revue Les Possibles arrive dans ce contexte. Nous consacrons son dossier aux rapports entre la société et l'écologie : l'ancienne trame productiviste s'avère inadaptée, une nouvelle trame est à tisser. Christophe Bonneuil ouvre ce dossier en expliquant ce qui est désormais appelé par certains scientifiques l'Anthropocène, c'est-à-dire cette période de l'histoire de la planète où, depuis la révolution industrielle, l'homme a imprimé sa marque, au point de modifier profondément son environnement terrestre. Suivent deux articles sur la transition énergétique. L'un, de Benjamin Dessus, définit cette transition, précise sa nécessité et présente ce qu'elle pourrait être pour la France. L'autre, de Philippe Quirion, mesure ce que donnerait l'application du scénario négaWatt en termes d'emplois : selon son étude, le solde net de créations d'emplois (emplois créés moins emplois détruits) serait positif d'environ 235 000 en 2020.

Si, au vu des trente dernières années comparées aux trente précédentes dites « glorieuses », la croissance économique se ralentit très fortement en tendance, peut-on bâtir une prospérité en dehors d'elle ? Telle est la question que pose Jean Gadrey, en reprenant une thématique de Tim Jackson, mais à partir d'une méthodologie dont la discussion n'est pas close. En tout cas, si la finance capitaliste a perdu une bonne part de sa légitimité, elle n'en continue pas moins à vouloir imposer sa logique spéculative. Ainsi, Razmig Keucheyan montre que se développent de nombreux mécanismes d'assurances contre les catastrophes, dans lesquels l'État joue un rôle important par le biais d'obligations catastrophe souveraines. La titrisation fut l'instrument par lequel la crise arriva ; la titrisation de l'assurance des catastrophes climatiques prépare la crise suivante.

Les Jeux olympiques d'hiver viennent de se terminer en Russie, et la Coupe du monde de football s'ouvrira dans quelques

semaines au Brésil. Dans les deux cas, comme lors de toutes les grandes compétitions sportives, des infrastructures aussi dispendieuses qu'inutiles sont construites. Au-delà de cet aspect bien représentatif du productivisme, Michel Caillat développe une analyse originale pour décrypter et démythifier la marchandisation du sport, le pouvoir sur les corps, l'idéologie qui envahit la sphère politique et médiatique. L'auteur propose de faire du sport un objet de critique sociale à part entière. L'épuisement du paradigme productiviste engendre-t-il de lui-même un paradigme de substitution avec l'écologie ? Trois contributions essaient d'aborder cette question. Celle de Gustave Massiah explique que l'écologie modifie la pensée de l'émancipation et renouvelle la vision de la transition. Puisque nous faisons face à une crise de civilisation, « les enjeux de la nouvelle révolution se précisent : la définition de nouveaux rapports sociaux et culturels, de nouveaux rapports entre l'espèce humaine et la Nature, la nouvelle phase de la décolonisation et la réinvention de la démocratie. » L'article de Fabrice Flipo essaie de définir l'écologisme en rapprochant des auteurs souvent pionniers, notamment Baudrillard, Sartre, Illich, Moscovici, Gorz. Il suggère que l'apport de l'écologisme à la quête d'émancipation se situerait dans sa subversion des signes et dans le rôle dévolu aux consommateurs, souvent délaissé, selon lui, par le marxisme traditionnel. Dans une contribution philosophique, Claude Calame retrace le parcours de la distinction entre nature et culture : de la pensée grecque à aujourd'hui, en passant par les Lumières et le structuralisme, il s'agit toujours de comprendre cette relation, qui, à la lumière de l'anthropologie, apparaît bien moins binaire qu'elle n'est souvent supposée.

Pour clore ce dossier, deux contributions reviennent sur une thématique critique de la valeur, déjà abordée dans les deux premières livraisons des Possibles. La première, de Jean-Marie

Harribey, examine la question dite de la « valeur de la nature ». Il montre qu'elle ne relève pas de l'économie, qu'elle est incommensurable à la valeur économique, contrairement à la vision trouvée chez les théoriciens libéraux et chez certains théoriciens écologistes, qui représente une nouvelle forme de fétichisme. De son côté, Anselm Jappe avance qu'il y a un « double Marx » face à la crise écologique. Le premier voit le progrès dans le développement des forces productives, c'est ce que retiendra surtout le marxisme ultérieur. Le second est critique des catégories de base de la société capitaliste : la valeur et le travail abstrait, la marchandise et l'argent ; la critique de la production pour la production est donc au cœur de cette approche.

Le lien entre le dossier de ce numéro et sa partie « débats » est réalisé par l'article de Philippe Mühlstein qui propose une réflexion sur les projets d'infrastructures de transport. Peuvent-ils tous être qualifiés de « grands projets inutiles » ? Le projet ferroviaire Lyon-Turin sert ici d'exemple, que l'auteur décortique après avoir posé huit principes pour juger de la qualité et de l'opportunité de tels projets. La conclusion qui est proposée à la discussion est que, sous certaines conditions, la réalisation de la partie « fret » permettrait d'en finir avec la transformation des vallées alpines en couloirs à camions.

Le Brésil est l'un des principaux pays émergents, mais Pierre Salama, économiste marxiste spécialiste du développement, examine minutieusement les faiblesses de ce géant, victime de la financiarisation globale et d'une désindustrialisation précoce. Ce pays connu il y a cinquante ans le début d'une dictature militaire qui dura vingt ans. Cet anniversaire est l'occasion pour Maria Aparecida Antunes Horta, interrogée par Marilza De Melo-Foucher, de parler de l'importance qu'eut l'éducation populaire dans la lutte contre la dictature.

C'est maintenant presque une tradition, la revue se fait l'écho de quelques parutions parmi les plus marquantes. Gérard Duménil et Dominique Lévy dressent, dans *La grande bifurcation*, En finir avec le néolibéralisme, une périodisation de l'histoire du capitalisme en soulignant l'évolution des structures de classes. Chacun à leur manière, Jean-Marie Harribey et Gustave Massiah disent l'intérêt de ce livre tout en mettant en discussion l'idée centrale : la sortie du néolibéralisme passera-t-elle par un compromis entre les classes populaires et les classes de cadres ?

Enfin, le refus de la marchandisation du monde, qui fut l'acte de naissance du mouvement altermondialiste, se traduit

aujourd'hui par une réflexion abondante sur le concept de bien(s) commun(s). Thomas Coutrot propose un commentaire sur le dernier livre de Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun*, Essai sur la révolution au XXI^e siècle, qui propose une théorie de l'agir politique démocratique, pour fonder une alternative au néolibéralisme : selon les auteurs, « commun » est synonyme d'un régime de pratiques, de luttes, d'institutions et de recherches ouvrant sur un avenir non capitaliste.

La revue des revues, préparée par Jacques Cossart, brosse un panorama international des contradictions et fantasmes de l'idéologie néolibérale, tentant péniblement de retrouver un semblant de légitimité au système tout près d'un collapsus général. Investissements directs à l'étranger scindant les chaînes de valeur de plus en plus étroitement ; trop faible part du travail dans le revenu global constatée par l'Organisation internationale du travail ; haro sur l'impôt, la dette, et politique de l'offre, particulièrement en France où le Président réhabilite ce « stupide » (le mot est de Marx) Say contre Keynes ; le tout dans un environnement contraint par le réchauffement du climat et la raréfaction de matières premières.

On retiendra plusieurs leçons de cet ensemble. Primo, la crise était globale, elle est devenue durable : elle est désormais notre paysage, auquel les rodomontades promettant des « inversions de courbes », les incantations au retour du paradis perdu de la croissance économique, et a fortiori les politiques austéritaires, ne changeront rien. Deuzio, la structure de classes spécifique qui a imposé sa férule sous le néolibéralisme est celle qui allie le pouvoir des actionnaires et l'action des États non plus seulement en faveur des marchés, mais pour construire ceux-ci, à l'instar des mécanismes mis en place pour financiariser la nature, comme nouvelle étape de la financiarisation générale des sociétés. Tertio, plus que jamais, changer radicalement d'orientation, c'est-à-dire bifurquer, signifie ouvrir le temps des transitions. Sans doute est-ce la seule façon de sortir de la fausse alternative croissance forte à tout prix ou décroissance immédiate, la première vivant probablement ses derniers instants, la seconde rendant difficile, sinon impossible, l'acceptation de l'écologie par la société, notamment par les couches sociales que le capitalisme néolibéral a rendues pauvres, précaires, voire carrément exclues, « désaffiliées », comme disait le sociologue Robert Castel, grossissant le nombre de « surnuméraires », comme disait Marx. Le social et l'écologie, donc. Pas l'un sans l'autre.